

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°19762 - 76ÈME ANNÉE

## MOBILISATION DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE DEVANT LE RECTORAT

**Ce mardi 26 janvier nombreux étaient les personnels de l'Éducation Nationale (enseignants, infirmières, AESH, etc.) à être en grève pour protester contre les mesures instaurées par le gouvernement.**



Ils étaient ainsi une cinquantaine à s'être rassemblés devant le rectorat à l'appel de l'intersyndicale FO FSU SAIPER Sud Éducation. A noter également la présence de l'UNSA et du SNALC ainsi que des non-syndiqués. Les prises de paroles se sont succédées afin d'afficher la solidarité de l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, tous concernés par les mesures gouvernementales, en particulier les suppressions de postes et pour rappeler le rôle majeur que joue l'Éducation Nationale en tant que service public.

Il y a notamment eu de nombreuses interventions revenant sur la situation des infirmières scolaires, qui devraient selon la volonté gouvernementale être mutualisées avec les collectivités territoriales.

Or, peut-on penser une seule seconde en pleine période de pandémie de se voir réduit le nombre d'infirmières dans l'enseignement ? C'est pourtant ce qu'il est en train de se passer, et qui a été dénoncé avec force par l'ensemble des personnes et organisations présentes.

De plus, cette mobilisation avait pour but de revendiquer des créations de postes supplémentaires, ainsi que des diminutions de temps de travail. Il a également été réclamé la revalorisation des AESH.

Enfin, la casse du secondaire a également été condamnée par les différentes organisations et personnes présentes, et il a été réclamé la remise en place d'un baccalauréat aux épreuves nationales, terminales et anonyme, lui seul permettant d'assurer la continuité du service public de l'éducation sur l'ensemble du territoire national.

En conséquence, il a été annoncé que le Conseil Technique Académique serait boycotté par les organisations syndicales présentes, afin de protester contre ces mesures.

De nouvelles dates de mobilisations sont également à prévoir à l'issue des assemblées générales. Les dates du 29 janvier et du 4 février, qui sera une journée de mobilisation interprofessionnelle ont d'ores et déjà été annoncées comme possibilités.



**Mathieu Raffini**

## **MOBILISATION DES SAGES-FEMMES DEVANT LE CHU DE SAINT-PIERRE**

Elles étaient aussi nombreuses depuis 8 heures, mardi 26 janvier, devant le CHU Sud de Saint-Pierre. Les sages-femmes ont manifesté pour demander des postes supplémentaires et une meilleure considération de leur métier.

Devant les portes du CHU, elles scandaient "*Sage-femme, cigogne, mais pas pigeon*" ; "*sage-femme en colère, y'en a marre de la galère*". Ces dernières veulent que le CHU de Saint-Pierre embauche, afin d'avoir des effectifs adaptés dans les services de gynéco-obstétrique.

"*Sur 90 sages-femmes, il y en a 28 dans une situation très précaire, certaines signent des CDD depuis six ans. Elles ne peuvent pas faire d'emprunt et restent dans des situations précaires, ça ne peut pas continuer*", a expliqué Anouk Pitrat, sage-femme au CHU Sud au micro de Réunion La 1ère.

Dans un communiqué, elles expliquent que "*maintenir les femmes en bonne santé, c'est à cela que répond l'offre de soin sage-femme dans une démarche de proximité, de qualité et d'efficacité. Placer les sages-femmes au centre du parcours de santé des femmes permettra d'améliorer l'état de santé global de la population*".

Soutenues par le service Maternité du CHU Sud, elles veulent une meilleure considération de leur métier. "*Ce n'est pas la première fois qu'elles essaient de faire valoir leurs droits, ce sont nos confrères avec qui on travaille tous les jours, on a besoin qu'elles soient reconnues à leur juste valeur*", a indiqué Malik Boukerrou, chef du service de la maternité au CHU de Saint-Pierre.

Elles souhaitent également une gestion des carrières par la direction des affaires médicales "*comme prévu par la législation, disposition légale rarement appliquée dans les faits*". "*Les compétences des sages-femmes sont sous-utilisées par méconnaissance de la population, elles se sont élargies en gynécologie et IVG sans aucune reconnaissance dans ces domaines*" expliquent les sages-femmes dans leur communiqué.

**Céline Tabou**

## ENTRÉE DES PAYSANS INDIENS DANS DELHI EN CE JOUR DU REPUBLIC DAY



**A l'occasion du Republic Day, qui commémore l'entrée en vigueur de la Constitution Indienne le 26 janvier 1950, les organisations paysannes indiennes, ont appelé en ce jour à forcer les barrages policiers pour rentrer dans Delhi afin de faire retirer les lois iniques anti-paysans.**

Cette journée de mobilisation symbolique en ce Republic Day fait suite à plus de 7 mois de mobilisation de la part des paysans indiens afin principalement de faire retirer les lois iniques anti-paysans mis en place par le gouvernement de Modi et du BJP, à savoir des lois qui suppriment le peu de garantie juridique dont ils disposaient jusqu'alors et dérègle le marché, qui était jusque là encadré et leur garantissait un prix d'achat fixe de leurs produits par des centrales d'achats régies par l'Etat.

Elles ont pour conséquence d'encourager la spéculation et la thésaurisation des entreprises acheteuses dans une logique capitaliste, et plus largement, ce qui est sans doute la raison principale qui fait que cette mobilisation est aussi massive, la fin de la sécurité alimentaire dans le pays.

Depuis juin dernier les mobilisations ont débuté dans tout le pays, et ont eu pour conséquences deux Bharat Bandh (grèves générales panindiennes, soit à l'échelle du pays) le 26 novembre et le 8 décembre dernier.

De plus, les organisations paysannes avaient appelé au Dili Chalo (la marche vers Delhi) depuis fin novembre, et ce sont dès le départ plusieurs centaines de milliers, et maintenant plusieurs millions de paysans et de tracteurs qui se sont regroupés aux entrées de Delhi pour protester contre les mesures gouvernementales et exiger leur retrait, faute de pouvoir rentrer dans la ville et encore moins dans New Delhi afin d'y rencontrer le gouvernement.

En effet, malgré une mobilisation historique, le gouvernement de Modi et du BJP, n'a pas souhaité négocier mis à part sur conditions jugées inacceptables par les organisations paysannes, préférant jouer la stratégie du pourrissement en supposant notamment que l'hiver ferait reculer les revendications paysannes.

Cela a entraîné cette situation de blocage et le décès de plusieurs dizaines de paysans, morts du fait du froid ou de la répression des forces de l'ordre.

C'est donc en prenant en compte tout ce contexte que les organisations paysannes, soutenues par les partis communistes, en particulier le CPI et le CPI (M), très présents et leurs organisations sœurs que sont les syndicats de travailleurs, les organisations de jeunesses, étudiantes, féministes, etc. ont appelé à forcer les barrages policiers en ce 26 janvier afin de faire avancer leur cause et obtenir à la fin le retrait des lois anti-paysans.

Ce sont donc des centaines de milliers de paysans et de tracteurs qui sont entrés dans Delhi hier matin, et qui sont allés vers le Fort Rouge et vers l'India Gate, afin d'occuper des lieux symboliques du pays.

Tout cela s'est heureusement déroulé sans trop de violences, bien qu'il y ait un mort à déplorer du côté paysan suite à des heurts lors d'un forçage de blocage policier.

On ne peut qu'espérer que cette mobilisation symbolique en cette date du Republic Day permette l'ouverture de réelles négociations entre les organisations paysannes et le gouvernement de Modi et BJP afin d'obtenir le retrait des lois anti-paysans.

Quoi qu'il en soit, la stratégie répressive prônée jusque-là par le gouvernement montre là toutes ses limites : le peuple indien, et en particulier les paysans sont déterminés à aller au bout de leur combat pour faire triompher la justice sociale. Et ce combat montre bien qu'un glissement idéologique est en cours en Inde pour s'opposer aux logiques libérales, pour plus de solidarité et pour mettre en avant l'intérêt commun.

**Mathieu Raffini**



Le Parti communiste d'Inde (CPI) est un parti politique indien, fondé le 26 décembre 1925. Issu de nombreux mouvements communistes, existant actuellement en Inde, le CPI est l'un des deux partis communistes à être représentés à la Lok Sabha (chambre basse du parlement).

Il y a eu une scission avec le CPI, créant le Parti communiste d'Inde (marxiste), fondé le 7 novembre 1964, et le Parti communiste d'Inde (marxiste), créé à la même date que le précédent.

# ÉDITO

## ARTIFICIALISATION DES SOLS, UNE CAUSE MAJEUR DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



**En France comme dans d'autres pays, du fait de l'étalement de notre urbanisation et de nos infrastructures, l'artificialisation des sols augmente. Ce phénomène consiste à transformer un sol naturel, agricole ou forestier, par des opérations d'aménagement pouvant entraîner une imperméabilisation partielle ou totale, afin de les affecter notamment à des fonctions urbaines ou de transport (habitat, activités, commerces, infrastructures, équipements publics...).**

Selon une nouvelle étude menée par l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), "un nombre préoccupant de territoires connaissent une forte artificialisation malgré une faible croissance démographique et économique". Autrement dit l'artificialisation progresse même quand elle n'est pas nécessaire. "En dix ans, la superficie des terres artificialisées a augmenté de 13 % alors que la croissance du produit intérieur brut est de 6 % et celle de la démographie de 5 %", détaille Alice Colsaet, doctorante à l'Iddri et autrice de l'étude.

Ce phénomène d'artificialisation des sols a des conséquences forte sur les capacités de la terre à se régénérer et à aspirer l'eau et le CO<sub>2</sub>. Une terre qui ne vit plus est une terre qui meurt. Ce phénomène inquiète de plus en plus. Mais là, à la différence d'autre phénomène, comme la fonte du permafrost, nous pouvons agir tout de suite.

Dans une Réunion qui doit construire des logements pour permettre au réunionnais d'avoir un toit, il faut inventer la ville de demain. La hausse annoncée du niveau des eaux et la nécessaire sauvegarde des terres agricoles et naturels, va nous obliger dans les 30 années qui viennent de créer de nouvelles villes à moyenne altitude sur des terres non fertiles. La ville de demain doit permettre de limiter les déplacement en plaçant les services au cœur des villes mais aussi s'insérer dans son environnement sans essayer de la changer. La ville de demain doit aussi réinventer sa façon de se construire en adoptant de nouveaux matériaux durables et en garantissant un haut niveau d'équipement intérieur. Faisons de ce phénomène dangereux un moyen de réinventer l'art de vivre à la créole en préservant notre terre et créer de l'activité économique pour le pays.

*« Plantons des arbres et les racines de notre avenir s'enfonceront dans le sol et une canopée de l'espoir s'envolera au ciel » Wangari Muta Maathai*

Nou artrouv'

**David Gauvin**

## LE POPULISME AVANCE PETIT À PETIT

Il y a quelques jours, le président sortant du Portugal a été réélu au premier tour d'un scrutin prévisible, selon plusieurs projections réalisées. Sa victoire était prédit mais la surprise fut du candidat arrivé en troisième position, le fondateur du parti antisystème « *Chega* », parti d'extrême droite.



Marcelo Rebelo  
de Sousa,  
président réélu



André Ventura,  
candidat de l'extrême  
droite

Arrivé en troisième position, le candidat d'extrême droite a fait un bon score, confirmant la progression du populisme de droite dans un pays qui encore récemment faisait figure d'exception au plan international. Ce candidat a récolté 11,9%, soit près de dix fois plus qu'en 2019, lorsqu'il avait été élu député.

Son entrée au parlement avait déjà fait grand bruit, marquant le retour de l'extrême droite sur la scène nationale, pour la première fois depuis la fin de la dictature de l'Estado Novo, en 1974. Dans certains cas ce chiffre peut être biaisé par une participation très faible, comme ce fut le cas pour cette élection.

Cependant, il reste la plus grosse surprise de cette élection, en créant l'effondrement de la gauche et en se consolidant dans le paysage politique. Souverainiste, populiste, eurosceptique ou même europhobe, parfois ouvertement raciste et xénophobe, l'extrême droite en Europe a plusieurs visages et prend malheureusement de plus en plus de place lors des scrutins.

La multiplication des conflits dans le monde et l'arrivée de milliers de migrants dans différents pays européens a eu pour effet collatéral l'intensification d'un sentiment anti-migration, sur lequel surfent les groupes d'extrême droite. Ces partis ultraconservateurs sont ainsi au pouvoir un peu partout, comme par exemple en Belgique ou en Pologne.

Cela nous montre que l'extrême droite tiendra une place centrale au sein de nos politiques à venir si nous n'arrivons pas à les stopper .

**Bertrand Ancelly**



## BOUZ PA L'BATO ! POUSS PA L'BATO!

Mézami sépa si zot lé konm mwin mé mi yèmré manzé-boir bann produi La Rényon mé o pri k'i va avèk mon porte-moné . Si pou aplaté ali in sèl kou, doboute guète ! Kan mi di produi La Rényon souvan défoi lé tro shèr, mi di pa bann plantèr La Rényon i ramass in ta larzan lads. Mi panss mèm souvan défoi bann plantèr i tir lo dyab par la ké pou sèye done anou bann bon produi nout péi. Mwin zanfan pti plantèr kont pa dsi mwin pou fiziye mon papa é tout sak téi travaye konm li, avèk li, é zordi ankor l'aprè lité pou zot sirvi.

Zot i koné néna in kantité rézon pou ésplik la shèrté bann produi konm zognon, tomate, l'aye, karote, épi bann frui. Néna lo mank la plui, néna lo tro d'plui, néna solèye kan li pète, maladi kan i monte dossi épi néna bann produi, i apèl sa zintran-sa i sort déor é sa i kout shèr. Mé mi panss la pa sa solman sa é si ni vé di la vérité, i fo ni anpar la spékilasyon. Sé koi ozis ? Sé kan wi vann out prodiksyon ossi shèr ké wi gingn san trakass aou vréman pou lo pri d'rovien.

Si mi diré azot sé bann konsomatèr néna in for nivo d'vi k'i tir lo pri bann produi par an-o. Zot i ansèrv modèl pou bann konsomatèr i gingn moins mèm trépé, é sak zot i ashté pa, lo bann ti konsomatèr i ashté pa non pli é sak zot i ashté bann ti konsomatèr sa i fo azot absoliman...kan bann pti konsomatèr i dépass pa bann gro an ashtan bann marshandiz ord'pri. Mi panss zot i koné kèl kalité produi mi panss kan mi di sa.

In zour mwin la oz in késtyon : mwin la dmand in moun pou kossa bann produi bio i vann shèr konmsa vi k'i dépanss pa l'angré, i dépanss pa dézèrban, i ansèrv pa bann zinséktiside..La répons : i dépanss bonpé la min d'è. Dousman kamarad, bouz pa l'bato, pouss pa l'bato normalman dann bann téknik nouvèl konm la pèrmakiltir, l'agro forèsteri l'aquaponie, mèm lo bio normal i dépanss pa tro pou la min d'è : sé lo rol la famiy, lo zassosyé, sé landroi la solidarité-in min i lav l'ot. Alor ? Ni vé, ni vé pa, la spékilasyon i zoué ankor ladan. Zot i pans spa ?

**Justin**

**Témoignages**  
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;  
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:  
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques  
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:  
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433